

Le Monde.fr

▼ PUBLICITE

Dans la période actuelle, il est plus difficile que jamais d'être un champion comme Tiger. Il est donc crucial de savoir ce que cela exige. Pour savoir comment nous pouvons vous aider, [cliquez ici](#).

**accenture**  
High performance. Delivered.

\*La haute performance. Réalisée.

## Face à la crise, plusieurs pays réduisent les salaires de leurs fonctionnaires

LE MONDE | 07.03.09 | 14h02 • Mis à jour le 07.03.09 | 14h02  
Bruxelles Bureau européen

**C'**est une mesure qui semble s'imposer dans les pays frappés de plein fouet par la crise : plusieurs gouvernements européens ont entrepris de réduire les salaires de leurs fonctionnaires, afin d'assainir leurs finances publiques, voire d'éviter un défaut de paiement.

En Irlande, le premier ministre Brian Cowen a décidé le 3 février, contre l'avis des syndicats, de réduire de plus de 7 % le traitement dans la fonction publique, par le biais d'un prélèvement destiné à financer les retraites.

La Lettonie a imposé de son côté en janvier une baisse de 15 % des revenus de ses fonctionnaires, dans le cadre du soutien apporté par le Fonds monétaire international (FMI), et l'Union européenne. Sous perfusion internationale elle aussi, la Hongrie a supprimé le treizième mois dans la fonction publique. La Roumanie pourrait être obligée de faire de même si le FMI et les Vingt-Sept volent à son secours dans les prochaines semaines.

Le phénomène pourrait faire tache d'huile si la crise s'aggrave encore, en dehors comme au sein de la zone euro. Lors d'une récente visite à Dublin, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, a appelé les gouvernements "à poursuivre des politiques de dépenses courageuses, en particulier en matière de salaires dans le public". Pour lui, l'Irlande, et tous les pays de la zone euro qui ont connu une expansion rapide ces dernières années, ont intérêt à réduire les salaires, afin de regagner en compétitivité, sans vivre au-dessus de leurs moyens. "L'accumulation de pertes relatives de compétitivité et de déséquilibres domestiques nécessite, à un certain moment, d'être corrigée", selon M. Trichet.

Le raisonnement est le même pour les pays hors de la zone euro, qui ont connu un rattrapage économique spectaculaire ces dernières années, sans trop se soucier de l'inflation, de leurs déficits, ou de la création de bulles immobilières. En accord avec les autorités européennes, la réduction des dépenses de la fonction publique figure parmi les principales demandes du FMI quand il prête de l'argent aux pays aux abois. Cette cure d'austérité promise aux agents du secteur public explique d'ailleurs en partie les réticences de certains gouvernements d'Europe centrale à frapper à la porte du FMI. "La Pologne a fait appel à lui lors de la transition, voici vingt ans, mais c'est presque inimaginable aujourd'hui, tant les exigences du fonds seraient populaires", explique un responsable polonais.

La baisse des salaires dans la fonction publique est en effet de nature à alimenter la grogne sociale. A Dublin, 120 000 manifestants - un record - ont protesté le 21 février contre la décision du gouvernement de rogner les traitements publics, alors que le déficit irlandais devrait frôler les 10 % du PIB cette année.

En Lettonie, le plan d'austérité a entraîné la chute du gouvernement, après de violentes manifestations à Riga.

Dans plusieurs pays dont la situation est meilleure, comme la France et l'Allemagne, de telles mesures sont difficiles à imaginer à l'heure où les autorités engagent des dizaines de milliards d'euros pour assurer la survie

du secteur bancaire.

Mais les syndicats de fonctionnaires, qui demandent au contraire d'augmenter le pouvoir d'achat pour soutenir la consommation, sont sur leurs gardes : *"Les gouvernements considèrent les services publics comme des boucs émissaires faciles, alors qu'ils ne sont pas responsables de la crise"*, estime Jan Willen Goudriaan, secrétaire général adjoint de la FSESP, la Fédération syndicale européenne des services publics. *"Le moment est mal choisi, car on impose des coupes dans le secteur public au moment où on en a plus que jamais besoin pour investir et stabiliser l'économie"*, ajoute-t-il.

#### Philippe Ricard

Article paru dans l'édition du 08.03.09

### Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr  
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du  
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe  
 Télé

### Le Monde

» Abonnez-vous au  
 Monde à -60%  
 » Déjà abonné au  
 journal



visitez [Le Monde.fr](http://www.lemonde.fr) | © Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui